

L'armée burundaise relance la formation au sein des corps d'élite

PANA, 06/12/2009 Bujumbura, Burundi - Quelque 138 commandos "bârets verts" de la Force de défense nationale (FDN) du Burundi ont achevé, samedi à Gitega (Centre), une formation de trois mois sur la conduite de missions spéciales, a appris la PANA de source sécuritaire à Bujumbura. Les besoins de consolidation de la paix, la discipline et le professionnalisme sont autant d'arguments qui ont été évoqués à l'occasion de la sortie de cette nouvelle promotion de commandos par le ministre de la Force de défense nationale et des Anciens combattants, le lieutenant général Germain Niyoyankana.

Les bârets verts forment le gros des troupes qui composent l'Unité de sécurité des institutions (USI), à commencer par la présidence de la République. L'armée burundaise avait cessé de recruter et de former de nouveaux éléments dans pratiquement tous ses compartiments depuis l'éclatement de la guerre civile en 1993. Elle a même dû recourir souvent aux élèves et étudiants sommairement initiés au maniement des armes pour contenir la rébellion. Dans ce conflit armé les bârets verts des ex-Forces armées burundaises (FAB, dominées à l'époque des faits par l'ethnie minoritaire des tutsi avaient joué un rôle important de contre-guérilla face à sept anciens mouvements rebelles du pays issus de la majorité ethnique hutu. L'autre corps d'élite des ex-FAB est celui des "bârets rouges" (commandos parachutistes) auxquels on attribue généralement la responsabilité dans le déclenchement de cette seconde grande guerre civile au Burundi. L'ancien président démocratiquement élu du Burundi, Melchior Ndadaye, fut en effet tué dans un camp militaire de parachutistes à Bujumbura, ce qui a aussi déclenché la longue guerre civile caractérisée ethnique qui a fait au moins 300.000 morts de part et d'autre des deux ethnies rivales des hutu et tutsi. Du côté des militaires, le nombre de morts et de blessés reste un tabou bien gardé au Burundi où il n'y a, par ailleurs, eu que très peu d'échanges de prisonniers de guerre connus. Le précédent vaste chantier du ministère de la Défense nationale a été la fusion, dans une nouvelle armée nationale, de quelque 25.000 hommes issus de la rébellion et des forces gouvernementales. On rappelle également que la coopération militaire du Burundi avec les pays occidentaux, comme la Belgique, la France, la Hollande, la Russie ou encore la Chine, a repris depuis deux ans après plusieurs années de suspension liée à la situation de conflit interne.